

acteurs ● de la

# viescolaire

le magazine des professionnels de l'éducation et des temps de l'enfant



## L'école en fusion

Mensuel - Numéro 102 - Décembre 2018 - Prix au n° : 13 € TTC - ISSN : 1968-7958

### DÉBAT

Éducation prioritaire :  
un fonctionnement à améliorer

### PATRIMOINE

Vos écoles contiennent-elles  
du radon ?

### JURIDIQUE

Restauration : comment s'assurer  
qu'il s'agit bien d'une DSP ?

# JOURNÉES D'ÉTUDE

En 2018, 100% des participants se sont dits prêts  
à recommander les journées d'étude de nos marques.

## En 2019, rejoignez-les !

acteurs de la  
**viescolaire**

- Déploiement du numérique à l'école
- Inclusion du handicap
- Restauration territoriale

**Techni.Cités**

- Réseaux d'eau intelligents
- Travaux routiers • Gemapi
- Stationnement • Déchets ménagers
- Amiante en voirie

**LA LETTRE  
DU CADRE**  
TERRITORIAL

- Travail à distance  
et télétravail

**ASSOCIATIONS**  
mode d'emploi

- Soutien  
des collectivités  
aux associations

En 2019, écoutez-les, soyez dans la salle

Programmes et informations : [urlz.fr/7ZII](http://urlz.fr/7ZII)

Ou contactez **Elvire Roulet**,  
notre chargée de relations clients :  
[elvire.roulet@infopro-digital.com](mailto:elvire.roulet@infopro-digital.com)  
Tél. : 01 77 92 93 36



Mensuel édité par Territorial, SAS au capital de 1 259 907 euros • Siège social : Antony Parc 2 - 10 place du Général de Gaulle - La Croix de Berny - BP 20 156 - 92186 ANTONY CEDEX

• Bureaux : Espace Cévé, 58 cours Becquart Castelbon, 38500 Voiron • RCS Nanterre 404 926 958  
• N° SIRET 404 926 958 00020 • Code APE : 5813Z  
• N° TVA intracommunautaire FR 28 404 926 958

Commission paritaire : 0121T89714 • ISSN : 1968-7958 • Dépôt légal : à parution • RIB : CIC Crédit Industriel et Commercial • Code Banque : 30066 • Code guichet : 10949 • Compte n° 00020062001 • Clé RIB : 26 • IBAN : FR76 3006 6109 4900 0200 6200 126 • Bank identification code (BIC) : CMCIFRPP

**PRINCIPAL ACTIONNAIRE** : Info Services Holding  
**PRÉSIDENTE ET DIRECTRICE DE PUBLICATION** : Isabelle André.

**DIRECTEUR DES RÉDACTIONS** : Guillaume Doyen.

**SITE INTERNET** : [www.territorial.fr](http://www.territorial.fr)

**RÉDACTION** : Directeur de la rédaction : Laurent Thoviste, 04 76 65 77 78, [avs@territorial.fr](mailto:avs@territorial.fr).

Assistante de rédaction : Marie-Aurélien Colpin.

**RÉALISATION** : Rédacteur en chef technique : Laurent Brugièregarde. Graphiste : Stéphane Mimouni.

Secrétaire de rédaction : Annie Lozac'h-Menez.

Web designer : Jenny Buttigieg.

Chef de fabrication : Hervé Charras.

#### PUBLICITÉ

Gilles Dubois, directeur de clientèle,  
01 79 06 79 67 ou 06 67 15 78 67

**DIFFUSION** : Directeur de la diffusion : Guillaume de Corbière. Responsable de diffusion : Maëlle Pénelon.

**IMPRESSION** : Imprimerie du Pont-de-Claix, ZAE Les Bauges, 9 chemin de la Plaine, 38460 Claix  
Origine du papier : Allemagne

Ce papier provient de forêts gérées durablement et ne contient pas de fibres recyclées.

Certification : PEFC

Impact sur l'eau (P tot) : 0,016 kg/tonne

**ABONNEMENT** : [abonnement@territorial.fr](mailto:abonnement@territorial.fr)

• Tél. : 04 76 65 93 78, Fax : 04 76 05 01 63 :

Vente par abonnement (10 nos) : 129 €/an

• Prix de vente au numéro : 14 €.

#### COMITÉ DE RÉDACTION :

- Anne-Sophie Benoit, directrice de l'enfance et de la jeunesse, Dunkerque
- Nathalie Blot, adjointe du directeur de la communauté de communes du Val de Somme
- Alain Bocquet, secrétaire national de l'Andev, ancien directeur de l'éducation de la ville de Nanterre
- Emmanuel Cattiau, directeur général des services de Magny-les-Hameaux
- Francine Claude, conseillère municipale, déléguée FCPE
- Jean-Paul Stéphan, ingénieur en chef territorial
- Jean-Dominique Delaveau, formateur et consultant en éducation populaire
- Jean Ferrier, inspecteur général de l'Éducation nationale
- Patrick Haddad, adjoint au maire de Sarcelles, délégué à l'éducation, à la formation et aux savoirs
- Sandra Imperiale, conseillère communautaire de Nantes Métropole
- Frédéric Jésus, consultant, administrateur de Prisme, administrateur de la Fédération de Paris des centres sociaux et socioculturels, vice-président d'Espoir-CFDJ
- Éric Landot, avocat au barreau de Paris
- Marie-Christine Le Tarnec, adjointe au maire chargée de l'éducation, de la jeunesse et des finances
- Sophie Lopez, enseignante en école primaire
- Stéphane Menu, journaliste
- Pascal Pique, Directeur du département gestion des projets à l'agence nationale Erasmus + éducation formation.
- Franck Plasse, directeur de cabinet, Lieusaint
- Alain Thirel, ancien coordonnateur du projet éducatif global, conseil général du Nord
- Yves Touchard, consultant et président des Éditions EP&S, inspecteur principal honoraire de la jeunesse et des sports



## Un manifeste pour l'éducation inclusive

À l'occasion du 27<sup>e</sup> congrès de l'Association nationale des directeurs de l'Éducation des villes (Andev), la cité du design de Saint-Étienne a accueilli durant 3 jours près de 300 acteurs de l'éducation (cadres et élus, associations, enseignants, universitaires...), et près de 90 villes, pour débattre et engager ensemble la transformation de notre service public d'éducation vers une éducation réellement inclusive, qui ouvre la voie d'une société qui accepte et accueille chaque enfant, quels que soient ses caractéristiques et ses besoins. Les interventions de Serge Thomazet, Serge Ramel et Josef Schovanec, les tables rondes et ateliers, les expériences locales ont montré combien les territoires étaient non seulement conscients de cet enjeu mais lançaient déjà des démarches innovantes.

Plus que sur tout autre sujet, notre congrès s'est voulu exigeant, pour que les politiques éducatives, terreaux d'épanouissement des enfants et des jeunes, engagent le changement de paradigme indispensable dans le regard porté sur les différences et la singularité. Au-delà des politiques d'intégration qui demandent à l'enfant de s'adapter, l'éducation inclusive engage la transformation du service public d'éducation en profondeur et dans son ensemble, pour s'adapter à la diversité des enfants. Les projets éducatifs locaux, globaux et PEDT doivent intégrer cette approche inclusive qui suppose de placer l'accueil de tous les enfants au cœur du projet, en limitant les ruptures et en agissant sur la continuité des temps pour que fragilités humaines et sociales trouvent place dans des coopérations territoriales durables, avec l'ensemble des acteurs éducatifs et médico-sociaux.

Pour soutenir la mobilisation, l'Andev a entrepris l'élaboration d'un manifeste. Il doit permettre à chacun de communiquer, d'alerter et de mettre en mouvement l'ensemble des opérateurs publics. Pour que chaque enfant ait sa place dans un service public d'éducation adapté.

■ **Rozenn Merrien,**

directrice de l'Enfance, ville de Saint-Denis  
présidente de l'Andev  
[rozenn.merrien@ville-saint-denis.fr](mailto:rozenn.merrien@ville-saint-denis.fr)

• Bulletin d'abonnement p. 21.

• Illustration de couverture : ©mariyakuprevich - stock.adobe.com





p.5

## p.5 **Actus**

## p.8 **Dossier**

- L'école en fusion

## p.11 **Infographie**

- Les parents plébiscitent les pédagogies alternatives

## p.12 **Initiatives**

- Saint-Louis découvre la pédagogie numérique
- Brèves

## p.14 **Débat**

- Éducation prioritaire : un fonctionnement à améliorer

## p.16 **Patrimoine**

- Vos écoles contiennent-elles du radon ?

## p.18 **Juridique**

- Restauration : comment s'assurer qu'il s'agit bien d'une DSP ?

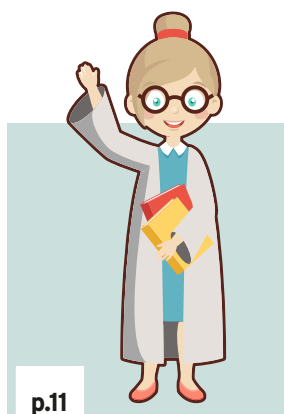
## p.19 **Questions/réponses**

## p.20 **Pédagogie**

- La « préoccupation partagée » aide à lutter contre le harcèlement scolaire

## p.21 **Là-bas**

## p.22 **Revue de presse**



p.11



p.12



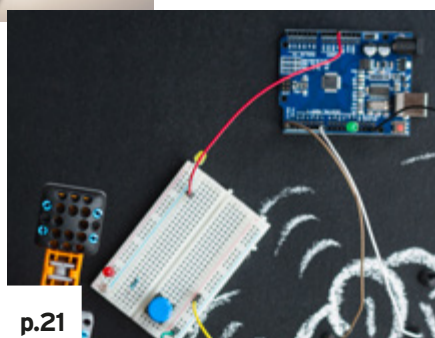
p.13



p.16



p.19



p.21



© andreaobzerova/AdobeStock

## Des aides de la Caisse des dépôts pour aménager les écoles

Avec le dédoublement des classes de CP et CE1 en REP et REP+, ainsi que le futur abaissement de l'âge de la scolarité obligatoire, les communes ont fort à faire pour adapter leur immobilier scolaire. Le ministère de l'Éducation nationale et la Caisse des dépôts ont signé en novembre un partenariat pour la période 2018-2022, afin d'aider les communes à faire face à ces nouvelles obligations. La Banque des territoires s'engage donc à renforcer les moyens mis à disposition : offres de prêt, investissements et ingénierie, avec un focus particulier sur l'architecture scolaire et le développement du numérique.

### Elle l'a dit



© Maurice Partouche

**Les maires  
ont l'école  
dans leur  
ADN.**

■ **Sylvine Thomassin**,  
maire de Bondy,  
présidente de la commission  
éducation de l'AMF au Congrès  
des maires

## Le service civique au secours des décrocheurs



© Monkey Business/AdobeStock

Le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse et l'Agence du service civique ont signé une convention cadre « Pour un parcours de confiance » pour prévenir et lutter contre le décrochage scolaire. Des volontaires en service civique seront mobilisés dans des établissements scolaires pour aider les jeunes en risque ou en situation de décrochage scolaire. Ils joueront un rôle de parrains, mais aussi de tiers neutres entre l'école et l'élève. Les jeunes ayant quitté le système éducatif sans qualification se verront proposer des modules d'engagement visant à favoriser leur insertion dans un parcours de formation grâce à l'engagement dans une mission de service civique.



## Le Défenseur des droits met l'accent sur la maternelle

Pour son rapport annuel consacré aux droits de l'enfant, le Défenseur des droits a choisi de se focaliser sur les moins de 6 ans. Parmi ses 26 recommandations, plusieurs concernent donc l'école maternelle. Il insiste tout d'abord sur la transition entre les modes d'accueil des moins de 3 ans et l'entrée à l'école maternelle, qui devrait être « plus flexible » pour s'adapter au rythme de développement du tout-petit. Il recommande une meilleure coordination nationale et locale de tous les acteurs, fondée sur des formations communes. Il met en garde les maires qui refuseraient de scolariser ou d'inscrire à la cantine des enfants sous prétexte qu'ils n'ont pas de domicile fixe, ou que les parents sont sans emploi. Face au danger des écrans, le Défenseur des droits préconise l'application d'un strict principe de précaution en interdisant l'exposition des enfants de moins de 3 ans aux écrans dans les lieux les accueillant. Il encourage les pouvoirs publics à soutenir la médecine scolaire afin que le volet « santé des enfants », et le parcours « 0-6 ans » envisagé dans la toute récente Stratégie nationale de santé 2018-2022 soit réellement applicables.

> Pour télécharger le rapport : [goo.gl/G6HXEH](http://goo.gl/G6HXEH)

## Le chiffre

# 45%

Unicef France publie les résultats de sa 4<sup>e</sup> Consultation nationale des 6-18 ans sur les relations entre les filles et les garçons et la perception de leurs droits. Les filles sont 45 % à considérer qu'elles ont moins de droits que les garçons contre 30 % des garçons qui pensent le contraire. Cette perception se renforce à la préadolescence pour atteindre 65 % chez les filles à 17 ans.

> [goo.gl/KUwPnb](http://goo.gl/KUwPnb)

## Les dépenses d'éducation augmentent dans le premier degré...

En 2017, la France a consacré 154,6 milliards d'euros à son système éducatif, (6,7 % de son PIB). La dépense intérieure d'éducation s'est accélérée en 2017, avec une augmentation de 2,4 %, soit 3,6 milliards d'euros, la plus forte progression enregistrée depuis le début des années 2010. Après une baisse en 2008, la DIE du premier degré augmente de façon continue, avec une accélération en 2013 puis en 2017. Si l'augmentation de 2013 est due à la revalorisation des personnes de catégorie C, celle de 2017 reflète la priorité accordée au premier degré, dont les dépenses augmentent de 3,4 % par rapport à 2016. En 2017, la dépense moyenne pour un élève est de 6 550 euros. Malgré ce rééquilibrage, elle reste inférieure à celle du collège (8 710 euros), du lycée (11 190 euros) et de l'enseignement supérieur (11 670 euros). Les collectivités territoriales sont les deuxièmes financeurs, avec une participation de 36,1 milliards d'euros (23,3 %). Les communes en financent la moitié. Depuis 2014, la rémunération des personnels (9,6 milliards d'euros) constitue plus de la moitié de leur dépense totale d'éducation. La revalorisation des salaires et la réforme des rythmes scolaires la font bondir de 7 % entre 2013 et 2017, au détriment de l'investissement, qui reprend néanmoins en 2017.

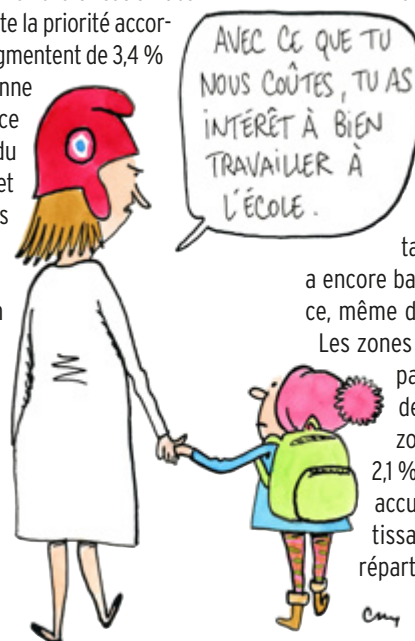
> La note de la Depp : [goo.gl/hX4F7S](http://goo.gl/hX4F7S)

## ... alors que le nombre d'élèves continue de baisser

La rentrée 2018 compte 33 000 élèves de moins qu'en 2017 dans le premier degré (6,750 millions d'élèves). Une baisse qui concerne majoritairement le niveau pré-élémentaire (-29 800 élèves), et les 2 et 3 ans. La taille des générations 2016 et 2015 entrant à l'école est en effet plus petite que celle des générations précédentes. Les effectifs du secteur privé en revanche augmentent légèrement (+0,2 %), portés par le dynamisme des écoles hors contrat qui accueillent 6 600 élèves de plus qu'en 2017, soit une augmentation de 16,8 %. Malgré la politique volontariste du gouvernement précédent, le taux de scolarisation des enfants de 2 ans a encore baissé de 0,2 point par rapport à 2017, et ce, même dans les zones d'éducation prioritaire.

Les zones rurales sont plus fortement touchées par la baisse des effectifs, qui reculent de 5,4 % entre 2011 et 2018, alors que les zones urbaines profitent d'une hausse de 2,1 %. Les écoles implantées en zones rurales accueillent en moyenne 72 élèves se répartissant dans 3,3 classes contre 167 élèves répartis dans 7,1 classes dans l'urbain.

> La note de la Depp : [goo.gl/qPi8UA](http://goo.gl/qPi8UA)



## Manger bio à la cantine ne coûte pas plus cher

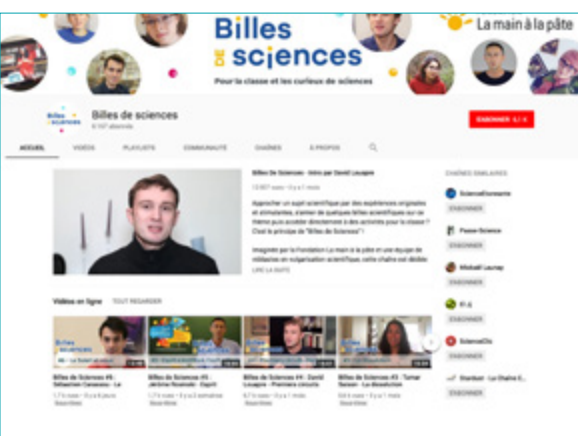
C'est la conclusion de l'enquête annuelle 2018 de l'Observatoire national de la restauration collective bio et durable, auprès de 239 collectivités regroupant 3 401 cantines, dont 72 % d'écoles, collèges et lycées, 12 % de crèches, et 16 % de maisons de retraite ou « autres ». Les cantines de l'échantillon affichent un pourcentage moyen de 32 % de produits bio pour un coût matière de 1,88 euro par repas, un montant qui s'inscrit dans la moyenne nationale du coût d'un repas conventionnel. Les produits les plus cités en bio sont les fruits et légumes. Le bio local y est privilégié, avec 59 % des achats de produits bio, même « s'il faut parfois faire preuve d'inventivité pour trouver certains produits », souligne l'Observatoire qui met ainsi fin à une idée reçue fréquemment invoquée : oui, les produits bio sont disponibles, le nombre de conversions à l'agriculture biologique s'accroît sur les territoires.

> [goo.gl/VVDkX7](https://goo.gl/VVDkX7)



© Oksana Kuzmina/AdobeStock

## Billes de science



À l'occasion de la Fête de la science, la Fondation La main à la pâte a lancé la chaîne YouTube « Billes de Sciences », dédiée aux professeurs de l'école primaire et de collège, mais aussi à tous les curieux de sciences. Cette nouvelle chaîne est animée par des vidéastes scientifiques reconnus qui présentent, dans un format court et accessible, des expériences originales et stimulantes en classe, suivies d'un éclairage scientifique.

Une grande diversité de thèmes sera traitée, de la physique à la biologie en passant par la chimie ou les mathématiques, en lien direct avec le programme de science de l'école primaire et du collège.

[www.billesdesciences.org](http://www.billesdesciences.org)

## en bref

- Adosen lance un concours de scénarios où les élèves peuvent s'exprimer sur la thématique de l'égalité filles-garçons et livrer leur vécu, leurs sentiments et leurs espoirs quant à l'avenir. Ce concours s'intègre dans la campagne de **sensibilisation à l'égalité filles-garçons** Stéréotypes-Stéréomeufs, [www.stereotypestereomeufs.fr](http://www.stereotypestereomeufs.fr)

- **#BrisonsLeSilence** est un livret qui s'adresse directement aux enfants, avec l'ambition d'aider les familles, mais aussi les éducateurs, à trouver les mots justes pour aborder le sujet des violences sexuelles. Les textes ont été relus par des pédopsychiatres et par des associations spécialisées. Le livret en version pdf téléchargeable est disponible gratuitement sur le site [www.bayard-jeunesse.com/stopauxviolencessexuelles](http://www.bayard-jeunesse.com/stopauxviolencessexuelles)

- Le Centre de recherche en éducation de Nantes (Cren, EA2661) organise les 20 et 21 juin 2019 un colloque international pluridisciplinaire « Le monde des enfants et leur bien-être. **Accompagner le développement de tous les enfants** ». Ce colloque bénéficiera des apports du séminaire international de restitution de l'enquête mondiale « Children's worlds » ([www.isciweb.org](http://www.isciweb.org)) Les informations sur l'appel à communications sont à retrouver sur [bienetreenfants.sciencesconf.org/](http://bienetreenfants.sciencesconf.org/)



# L'école en fusion

Entre des élus qui veulent sauver leur école et un ministère de l'Éducation aux yeux braqués sur les seuils démographiques, le discours est souvent compliqué. Deux députées LREM proposent de fondre écoles maternelle et élémentaire en une structure unique. Une nécessaire évolution ou le cheval de Troie d'une réduction accrue des effectifs ?

**C**haque année, le même poker menteur reprend. Dis-moi combien tu as d'enfants scolarisables, je te dirai combien de classes je fermerai ou maintiendrai. D'un côté, les maires, surtout en secteur rural, où sauver une école relève parfois de la survie ; de l'autre, les Dasen (directeurs académiques des services de l'Éducation nationale), focalisés sur leur boulier. « Nous invitons les maires à prendre contact avec leur Dasen et à alerter sur les projets de fermeture », affirme Cédric Szabo, directeur général de l'Association de maires ruraux (AMRF). « Cette démarche se prépare bien en amont pour réussir une rentrée scolaire paisible afin de gérer au mieux la dotation en postes qui est assurée par le recteur d'académie et éviter ainsi d'entrer dans un conflit avec les parents et les élus », poursuit-il.



## Des ajustements par redéploiement

Or, obtenir des informations sur les contours de la future carte scolaire n'est jamais simple. À titre d'exemple, l'année 2018, la « première » sous l'ère Macron, toutes les classes de CP de l'éducation prioritaire (REP) et la moitié des classes de CE 1 dans les réseaux d'éducation prioritaire renforcés (REP+) ont été dédoublées. Objectif : 12 élèves par classe. Dans cette optique, 3 881 postes ont été créés. Comme toujours, l'analyse comptable du gouvernement se heurte au logiciel syndical. Le gouvernement se base sur la baisse du nombre d'élèves mais, « sur les 6 200 postes nécessaires, il en manque 1 000, affirmait dès mars 2018, Francette Popineau, porte-parole du Snuipp. Cela signifie que ces 1 000 classes sont prises ailleurs ». Ainsi, dans la Sarthe, les dédoublements dans 8 écoles nécessitent 34 professeurs de plus. Or le département ne gagne aucun poste : les ajustements se feront par le truchement de redéploiements, facilités par la chute des effectifs (- 752).

## Deux en moins ici, un autre là

À cela s'ajoute la baisse démographique. On a compté 32 657 écoliers en moins en septembre 2018, dont les deux tiers dans les 49 départements les plus ruraux. « Mais fermer une classe dans une petite école désorganise un village, car les parents hésitent à mettre leurs enfants dans des classes à trois, voire quatre niveaux », assure Stéphane Crochet, secrétaire général du syndicat SE-Unsa, dans les colonnes du Parisien. Des seuils départementaux permettent de gérer au mieux ces fluctuations : à Paris, on fermera une classe si le nombre moyen d'élèves par classe est inférieur à 24,3 dans une élémentaire de 10 classes. Dans la Manche, ce seuil peut être à 20 pour une élémentaire de 5 classes. Au ministère, on indique que la seule logique comptable ne prévaut pas puisque, si elle était admise uniformément, 1 200 classes auraient disparu dans les zones rurales alors que dans les faits, toujours d'après le ministère de l'Éducation, seules 200 à 300 suppressions ont été actées. Sur le terrain, lorsque la fuite des élèves est massive - le Nord a perdu 2 500 écoliers, l'Isère près d'un millier -, « les baisses sont en fait disséminées d'une école à l'autre : deux en moins ici, un autre là... » assure Julien Cristofoli, enseignant délégué du syndicat Snuipp dans la Sarthe. Conséquence : des écoles subissent des fermetures, à l'élève près, ce qui provoque l'ire conjointe des élus et des parents.

## Des conventions imposées

Pour anticiper ces fermetures aléatoires, l'existence ou non des conventions pour l'école rurale et le contenu de ces dernières peuvent être des atouts non négligeables... quand elles sont bien négociées.

Car ces chartes sont à géométrie variable. Alors que la seconde génération de conventions se profile, l'association n'hésite pas à qualifier sans biaiser celles « imposées par les rédacteurs de l'Éducation nationale avec la signature complice de quelques personnalités politiques départementales (sic) » et celles « élaborées et corédigées entre l'Éducation nationale et les représentants d'associations d'élus, formule constructive que nous avons préconisée ». Ces chartes sont nées sous le quinquennat de François Hollande et posent le deal suivant : fermeture d'écoles contre maintien du nombre d'enseignants... Une quarantaine de chartes ont été signées, couvrant les deux tiers des territoires concernés. Or, ces conventions arrivent à terme et Jean-Michel Blanquer a annoncé cet été « vouloir aller plus loin ». Le ministre a fixé le cap : rendre les territoires ruraux attractifs et se libérer des seuls critères quantitatifs pour limiter les fermetures d'écoles. Pour y parvenir, quatre axes seraient prioritaires : la « relance des internats en milieu rural », l'innovation pédagogique, un lien plus fort entre l'école et le collège et la capacité à attirer les familles dans les établissements ruraux. « Nous sommes toujours sur la même démarche que

---

## Les Hautes-Pyrénées misent sur le réseau

**Les chartes ne sont pas des documents prescriptifs mais des engagements communs à plusieurs acteurs. L'un des bons exemples à suivre, d'après l'AMRF, serait le cadre posé par le « Plan d'action pour l'école dans les territoires ruraux 2017-2020 » des Hautes-Pyrénées. Ce plan n'engage en rien l'Éducation nationale sur le maintien, l'ajout ou la suppression de postes d'enseignants. En revanche, il met l'accent sur le réseau des écoles. Un état des lieux du réseau actuel a été dressé, identifiant les « lieux sensibles » et les « points de faiblesse », afin de définir les modalités d'une réorganisation du maillage territorial éducatif. Thierry Aumage, DASEN des Hautes-Pyrénées, l'a rappelé : aucun objectif chiffré de fusions d'écoles ou de regroupements pédagogiques intercommunaux (RPI) n'est fixé, pour ne pas « dénaturer le plan d'action », confie-t-il. L'engagement des élus à restructurer le tissu scolaire se traduira en retour par un traitement prioritaire de leur demande de dotation d'équipement de territoire rural (DETR) par le préfet.**

**Ce document repose de plus sur une contractualisation très large : représentants de l'État (rectorat de Toulouse, DSDEN, préfecture des Hautes-Pyrénées et CAF) et des collectivités locales (sénatrices et députés du département, conseil départemental, association des maires de Hautes-Pyrénées).**

la motion adoptée à notre congrès de 2016 à Saint-Vincent-de-Boisset », répète Cédric Szabo. Ce dernier répète que « l'école est davantage qu'un service public. Elle est un marqueur de la République et de la communauté nationale sur l'ensemble du territoire ». L'association pose plusieurs principes : « Établir et préserver un maillage scolaire pertinent apprécié à partir des dynamiques et caractéristiques locales ;

accroître la pression sur l'État, les départements et les régions pour accélérer l'équipement numérique des communes rurales car le numérique est un facteur de pérennisation des écoles ; la subsidiarité doit prévaloir, c'est à partir du niveau local le plus fin que doit se décider la réorganisation de l'offre scolaire ».

■ Stéphane Menu



## Il ne devrait subsister que des écoles primaires

**Cécile Rilhac**, députée du Val-d'Oise, co-auteure du rapport sur les directeurs d'école

**V**alérie Bazin-Malgras et Cécile Rilhac, députées LREM ont remis un rapport parlementaire (1) en août dernier sur les « directeurs d'école ». Les deux parlementaires ne proposent rien de moins que la fusion l'école maternelle et élémentaire en une structure unique. « L'introduction de la scolarité obligatoire dès 3 ans rend obsolète la distinction », écrivent-elles. Et de poursuivre : « Afin d'éviter les ruptures dans les parcours scolaires, davantage de continuité doit aussi être introduite entre école et collège, c'est-à-dire tout au long de la scolarité obligatoire ». Le directeur d'école deviendrait même « directeur adjoint du principal du collège », pour « mutualiser le personnel administratif au profit des écoles ». Cécile Rilhac, députée du Val-d'Oise revient sur les objectifs du rapport.

### Pourquoi proposer de fusionner écoles maternelle et élémentaire ?

Nous considérons que l'introduction de la scolarité obligatoire dès 3 ans rend caduque la distinction entre école maternelle et école élémentaire. Nous pensons qu'en termes d'organisation, ne devraient subsister que des écoles primaires. Il faut par ailleurs inscrire le parcours scolaire dans une plus grande continuité, celle qui s'étend de 3 à 16 ans. Je précise par ailleurs que le modèle scolaire français n'est pas dominant en Europe. Dans beaucoup de pays, notamment scandinaves, cette séparation n'existe pas.

### En quoi le renforcement du rôle du directeur d'école est-il nécessaire ?

Faire des directeurs d'école les adjoints du directeur de collège permettrait, dans les collèges aux petits effectifs, de mutualiser les personnels au profit des écoles. Quand on voit comment le principal est épaulé dans sa tâche quotidienne par un principal adjoint, un conseil principal d'éducation (CPE), un adjoint gestionnaire ainsi qu'un secrétariat, on se dit que l'école primaire est le parent pauvre du système. Or, l'école primaire remplit des fonctions essentielles. Il y a quelques années, les directeurs pouvaient à la fois enseigner et se rendre disponibles pour d'autres tâches plus administratives. Aujourd'hui, il doit veiller à la sécurité de l'établissement, mettre en place l'ambitieux programme de l'éducation prioritaire. Il ne peut être partout à la fois.

### Les directeurs ne pourront-ils plus enseigner ?

Si certains directeurs veulent continuer à enseigner en primaire, nous proposons de modifier le système des décharges d'enseignement en les adossant à la taille des écoles. Actuellement, cette décharge n'est totale qu'à partir de quatorze classes en primaire et treize en maternelle. Nous proposons de descendre ce seuil à dix classes et d'octroyer une décharge à 50 % à partir de cinq classes. D'après l'Éducation nationale, cette mesure représenterait un surcoût de 3 800 équivalents temps plein à l'échelle nationale. Nos propositions pourraient être prises en compte dans le cadre de l'agenda social mis en place par le ministère pour cette année et l'année prochaine, qui pose un calendrier de concertation sur les grands enjeux de la gestion du personnel de l'Éducation nationale.

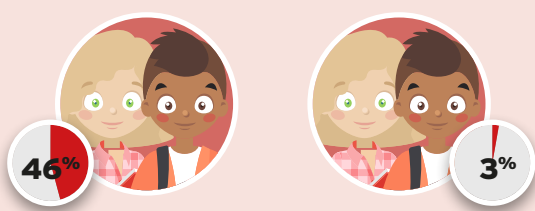
> (1) [goo.gl/KtvehT](http://goo.gl/KtvehT)

# Les parents plébiscitent les pédagogies alternatives

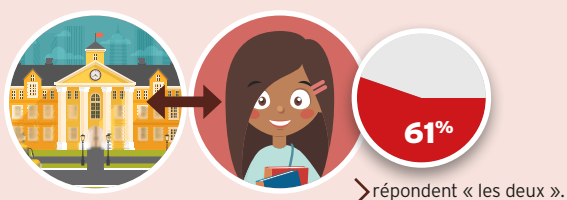
Comment développer le plus largement possible, au sein de l'Éducation nationale, des approches pédagogiques favorisant la réussite et le bien-être de chaque enfant ?

Un sondage BVA pour Apprentis d'Auteuil\* présente les attentes des parents.

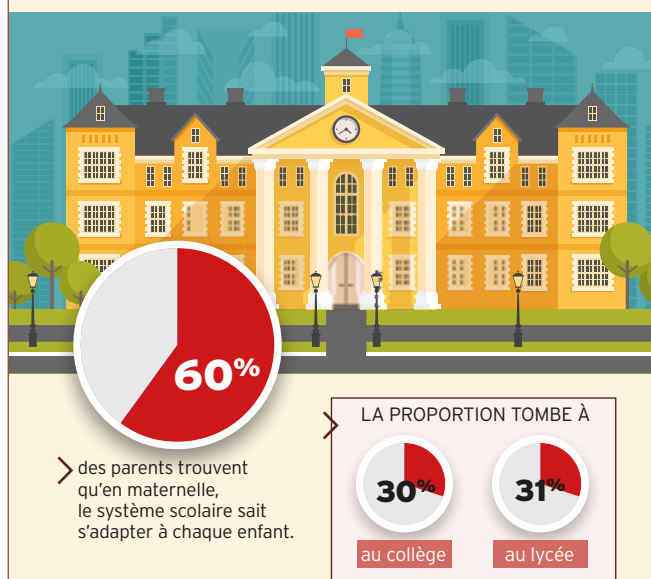
## Les parents mettent en avant le besoin d'une école plus interactive.



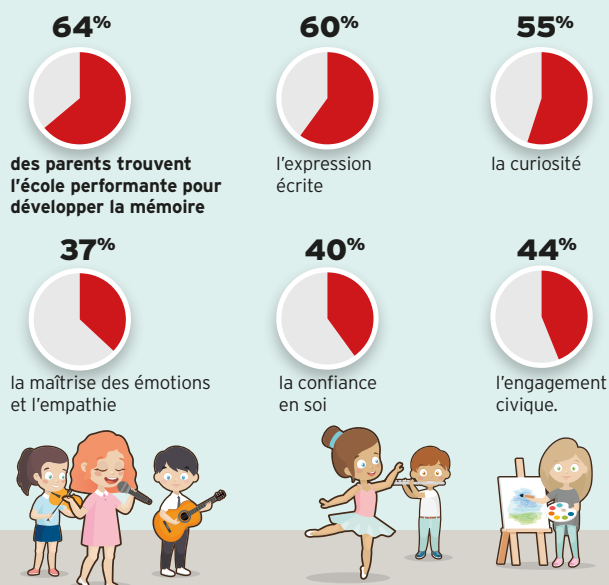
Lorsqu'on leur demande si l'école doit s'adapter à l'enfant ou si c'est l'enfant qui doit s'adapter à l'école...



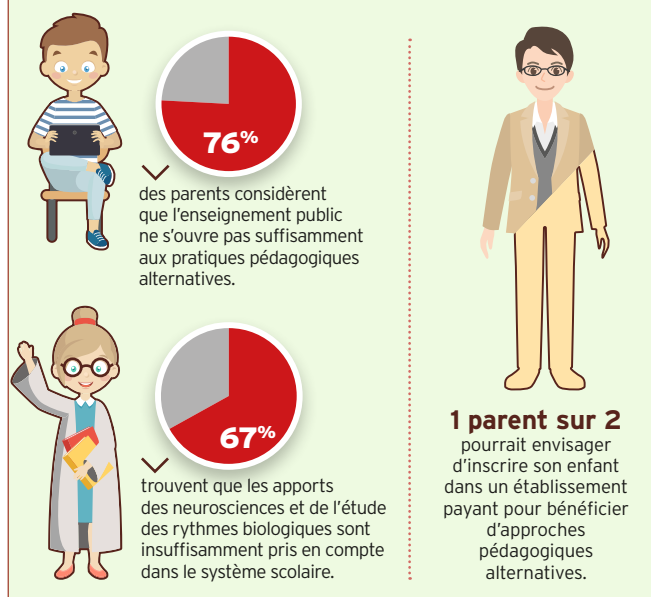
## Ils considèrent qu'au-delà de la maternelle, l'école s'adapte de plus en plus difficilement aux élèves.



## Ils considèrent que l'école peine à développer des compétences « transverses ».



## Les pédagogies dites alternatives séduisent de plus en plus



> \*goo.gl/HKW4cJ



# Saint-Louis découvre la pédagogie numérique



© Photo Ville de Saint-Louis

> Les élèves et enseignants de l'école Victor-Hugo sont très satisfaits d'une première année complètement numérique.

**À** Saint-Louis (Haut-Rhin), les 2 270 élèves (primaires et maternelles confondues) découvrent peu à peu les délices de la pédagogie numérique. « La première des quatre écoles de la commune, Victor Hugo, à franchir le gué numérique se situe dans un quartier prioritaire. La mise en place s'est faite l'année dernière. Cette année, c'est au tour de l'école Bourgfelden d'être concernée. Les 16 classes sont équipées », assure Thierry Decorde, responsable par intérim du service enseignement.

## 350 000 ressources gratuites

La pédagogie s'articule autour d'un vidéoprojecteur interactif tactile au stylet ou au doigt avec haut-parleur intégré. Un grand tableau triptyque avec une surface principale blanche émaillée pour la projection et les extensions en vert pour conserver l'usage de la craie ou encore un ordinateur portable connecté au réseau de l'école et internet complètent le dispositif. « Le logiciel Smart notebook qui se combine à des logiciels d'entraînement, de collaboration entre élèves et d'apprentissage ludique, permet d'enrichir l'expérience pédagogique. Il donne également accès à une banque de 350 000 ressources gratuites et une communauté d'enseignants », décrit le responsable. Autre facilité technologique : un visualiseur de documents offre la possibilité de scanner un document papier ou filmer une séquence et la projeter sur l'écran blanc.

## Un apprentissage plus ludique

Le coût total de l'équipement, notamment des vidéoprojecteurs interactifs, et des travaux de câblage des 16 classes s'élève à 79 000 euros TTC entièrement financés par la ville de Saint-Louis. À l'école Victor Hugo, après une année d'utilisation, le premier retour d'expérience est positif. « Le numérique apporte aux élèves de nombreux avantages dont un apprentissage plus ludique, permettant de nouvelles interactions

Cette commune alsacienne de plus de 20 000 habitants a fait de l'école numérique une priorité municipale.

Quatre écoles seront équipées.

Les premiers retours sont positifs, notamment dans les interactions avec les élèves

entre le professeur, le cours et les élèves. Ces derniers deviennent davantage acteurs et s'impliquent d'autant plus dans le cours », se réjouit Thierry Decorde. Les enseignants ont été formés par l'Éducation nationale, à travers un enseignant, Yves Gusz, référent pour les usages numériques.

## Quand l'envie est là

Les dernières écoles (Widemann et Galilée) devraient emboîter le pas, sans doute à la rentrée prochaine, si le conseil municipal donne son feu vert. L'école Widemann est un « vieux bâtiment et les travaux de câblage peuvent s'avérer plus coûteux », d'où la nécessité d'un chiffrage plus précis. Les maternelles ne sont pas oubliées mais « ce sont les professeurs qui nous font part de leur volonté de disposer de tablettes numériques. Quand l'envie est là, nous finançons l'équipement », conclut Thierry Decorde.

■ Stéphane Menu

## Des AMI plutôt qu'un plan

Lors de son discours prononcé à l'université d'été de Ludovia (21 août), Jean-Michel Blanquer est resté très évasif sur l'équipement des établissements. François Hollande avait lancé en 2015 un plan numérique avec comme objectif l'équipement de chaque collégien à la rentrée 2018. On en est loin. Le ministre a promis des appels à manifestation d'intérêt (AMI) pour la réalisation d'expérimentations de projets numériques innovants. « Ces AMI seront proposés à intervalles réguliers en 2019 sur les thématiques déterminées par le ministère avec l'appui du conseil scientifique de l'Éducation nationale », assure le ministère.

## Nancy (54): un calendrier avec les fêtes de toutes les religions

Un groupe interreligieux de Nancy (regroupant Chrétiens, Juifs et Musulmans), aidé de l'Éducation nationale, a élaboré un calendrier présentant les fêtes de toutes les religions. S'ouvrant sur une charte de la laïcité, celui-ci a été présenté début octobre aux élus du conseil départemental des jeunes de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'aux représentants des cultes, les autorités préfectorales, académiques, le maire de Nancy et le président du conseil départemental. Les destinataires finaux: tous les élèves des écoles de la ville. « Ce nouvel outil participe de la formation citoyenne, de l'école au lycée », résume Pierre-Alain Chiffre, adjoint à l'inspecteur d'académie. (L'Est Républicain)

Mairie de Nancy: 03 83 85 30 00

## Castelnau-d'Estrétefonds (31): une école bioclimatique

Inauguré en novembre, le groupe scolaire Fondada accueille depuis septembre l'école élémentaire, l'école maternelle et un pôle périscolaire (centre de loisirs et restaurant scolaire). L'implantation du bâtiment, bioclimatique, permet de protéger les cours des vents dominants. Le maire escompte des économies d'énergie: « les apports thermiques sont maîtrisés et les classes profitent d'une luminosité naturelle considérable en toutes saisons ». (La Dépêche)

Mairie de Castelnau-d'Estrétefonds: 05 34 27 05 27

## Castillon-la-Bataille (33): les élèves iront apprendre la biodiversité dans les vignes

Producteur de vin bio, Bordeaux Vineam organise régulièrement des travaux pédagogiques avec les élèves de la région. Après avoir accueilli et formé des collégiens pendant les vendanges, 50 élèves de l'école primaire seront sensibilisés à la biodiversité autour, notamment, de la plantation de dizaines d'arbustes pour former une haie en bordure des vignes. Celle-ci protégera les sols et multipliera la biodiversité sur ces terres. (Aquitaine Online)

Bordeaux Vineam: 05 57 40 08 88



© Stéphane Borne/AdobeStock

## Dieppe (76): une unité « enfants autistes » au sein de l'école

Depuis le 5 novembre, l'établissement Louis-de-Broglie accueille une unité d'enseignement en élémentaire autisme (UEEA), dispositif expérimental qui s'inscrit dans le cadre du plan Autisme 2018-2020. Quatre autres écoles sont concernées en France. « C'est un dispositif d'inclusion, pas une classe à part », précise Rachel Mangeot, directrice des établissements 76 de la fédération Apajh (Association pour adultes et jeunes handicapés), qui porte l'initiative avec l'ARS et l'Éducation nationale. « Chaque enfant est inscrit dans la classe de son âge. À terme, l'objectif est qu'il puisse y aller aussi souvent que possible. » D'ici là, ils pourront échanger avec leurs camarades sur l'heure du midi et à la récréation. (Le Parisien)

Mairie de Dieppe: 02 35 06 60 00

## Ascros (06): le village brade les loyers pour sauver son école

La mairie va louer trois logements communaux pour 200 euros de loyer maximum. L'objectif: attirer des familles et éviter la fermeture de l'école primaire, qui n'accueille actuellement que 21 élèves, quand il en faudrait 24 au minimum. La priorité sera donnée à des familles avec enfants en bas âge. (Le Figaro)

Mairie d'Ascros: 04 93 05 84 21

# Éducation prioritaire : un fonctionnement à améliorer

La politique de l'éducation prioritaire vient de faire l'objet d'un rapport plutôt critique de la Cour des comptes. Les Sages de la rue Cambon ont formulé dix-sept recommandations pour en améliorer l'efficacité. Stabilisation des enseignants, efforts sur le premier degré, meilleure identification... les solutions sont connues mais difficiles à mettre en œuvre.

« Les différentes sources d'information convergent pour constater que les écarts ne se resserrent pas », affirment les auteurs du rapport de la Cour des comptes sur la politique de l'éducation prioritaire, publié mi-octobre. Parmi celles-ci, l'« état des lieux » publié par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) en février 2018, selon lequel 60 % des élèves de REP+ entrant en sixième maîtrisaient la langue française, contre 72 % en REP et 83 % dans les autres collèges publics. En matière scientifique, les proportions sont de 44 %, 56 % et 73 %. Cela dit, concède le rapport, « si le maintien à l'identique n'est pas souhaité, la suppression de la politique d'éducation prioritaire n'est pas non plus envisageable car la concentration persistante des difficultés dans un certain nombre d'établissements nécessite des mesures adaptées ».

table, la suppression de la politique d'éducation prioritaire n'est pas non plus envisageable car la concentration persistante des difficultés dans un certain nombre d'établissements nécessite des mesures adaptées ».

## Engagement public

Les Sages regrettent que « le principe d'une allocation des moyens de l'éducation prioritaire aux écoles et établissements où se concentrent les difficultés laisse une place importante (près de 70 %) des élèves socialement défavorisés en dehors du dispositif ». Pour Marc Douaire, président de l'Observatoire des zones prioritaires (OZP), « ce qui est visé dans l'éducation prioritaire, c'est la concentration des difficultés ». « Une proportion de 70 % de boursiers dans un collège, ce n'est pas pareil que 15 %, même si dans ces 15 %, on peut aussi avoir des enfants en grande difficulté sociale. » Patrick Picard, enseignant retraité et ancien responsable du centre Alain Savary reconnaît que les pauvres ne sont pas majoritairement dans les territoires de l'éducation prioritaire mais qu'il faudrait alors une politique qui double ou triple les moyens disponibles. « C'est un problème d'engagement public. La Nation serait-elle prête à mettre plus pour lutter contre les inégalités ? »

## Stabiliser les enseignants

Pour stabiliser le corps enseignant en éducation prioritaire, la Cour émet de nombreuses recommandations, parmi lesquelles la possibilité d'une affectation d'une durée de trois à cinq ans sur ces postes, assortie d'une garantie de retour à l'affectation d'origine. Autres propositions : faciliter les remplacements, améliorer le régime indemnitaire en introduisant une part variable liée à l'implication au sein des équipes pédagogiques, et renforcer la place de l'éducation prioritaire dans la formation initiale





et continue des enseignants. « Quand on connaît bien l'éducation prioritaire, on sait que s'il y a un levier à activer, c'est celui de l'attractivité des postes », réagit Patrick Picard. « Pour donner envie d'être enseignant dans ces zones difficiles, il faut nourrir leurs capacités à travailler collectivement et non pas les renvoyer à la solitude de leur classe. Partout, nous voyons des dynamiques où, grâce à la formation continue, ils peuvent se mobiliser. » Marc Douaire souligne la nécessité de renforcer le pilotage académique. « Même si cette politique est considérée « prioritaire », elle ne l'est pas forcément dans le fonctionnement ordinaire d'une académie, en ce qui concerne les remplacements, ou la mise en place de dispositifs de formation. Ça, ce sont des choix du recteur. » Concernant la possibilité, pour les enseignants expérimentés et volontaires, d'un détachement d'une durée de cinq ans sur ces postes, « c'est une de nos propositions ». Il regrette cependant la manière dont est envisagée la reconnaissance de l'investissement professionnel. « La Cour ne fait des propositions que sur le champ indemnitaire, alors qu'il y aurait d'autres leviers possibles, notamment en termes d'accélération des carrières. » Il insiste par ailleurs sur l'importance de créer plus de postes et de moins recruter de contractuels et de « continuer le mouvement de rééquilibrage vers le premier degré ».

## Insister sur le premier degré

Les écoles primaires sont d'ailleurs dans l'angle mort de ce rapport, selon lequel « le dispositif d'évaluation mis en place par le ministère de l'Éducation nationale présente des limites, singulièrement au niveau primaire, qui entravent une démarche d'évaluation régulière, fiable et partagée ». C'est pourtant bien sur le premier degré qu'il faudrait insister selon les Sages, qui recommandent notamment d'augmenter les effectifs enseignants pour réduire la taille des classes, ou de développer la scolarisation pour les moins de trois ans. « Je pense qu'il y a encore un certain nombre de directeurs d'école élémentaire qui refusent de transmettre des données », observe Marc Douaire. « Mais si la Cour s'adressait aux collectivités, elle aurait les données sur l'évolution des effectifs. » Il soutient cependant la recommandation relative au renforcement de la scolarisation des enfants moins de trois ans. « Car elle a des effets très positifs. Or, cette question n'appartient pas qu'à l'Éducation nationale, mais aussi aux collectivités, aux CAF, etc. S'il n'y a pas d'engagement éducatif sur un territoire donné, impliquant l'ensemble des acteurs qui ont une responsabilité éducative, on ne peut pas envisager efficacement et sereinement la réussite de tous les élèves. »

## Indice synthétique de difficulté

Le rapport préconise également de revoir le processus d'identification des bénéficiaires en répartissant « l'ensemble des établissements en plusieurs catégories homogènes, définies en fonction d'un indice synthétique de difficulté tenant compte de leurs caractéristiques propres ». Il s'agirait, via un système à cinq niveaux, « d'introduire un continuum dans le dispositif d'allocation et réduire des effets de seuil des mécanismes actuels ». Il mentionne en outre les effets négatifs de la labellisation, susceptible de



## Il est encore un peu tôt pour mesurer les effets de la refondation

Patrick Picard, ancien responsable du centre Alain Savary

« La politique de l'éducation prioritaire a permis de développer un certain nombre d'axes précurseurs pour l'école en général : autour de son ambition démocratisante par la réduction des inégalités, mais aussi pour travailler en partenariat avec le territoire et former ses personnels, ses formateurs et ses pilotes. Le rapport précise bien qu'il n'intègre pas la période de l'après-refondation. C'est normal, il est encore un peu tôt pour en mesurer les effets. Cela dit, le référentiel qui a émergé de la large concertation de 2013 dégageait des axes systémiques en matière d'enseignement, de pilotage, de formation des enseignants et de partenariat. C'était la première fois qu'une démarche complète était engagée. Une évaluation de ce référentiel devrait cela dit bientôt être mise en œuvre. »

provoquer des comportements de contournement de la part de certains parents d'élèves. Mais pour Marc Douaire, « les critiques contre la labellisation, fréquentes dans les médias, sont le fait de gens qui ne connaissent absolument pas le dossier de l'éducation prioritaire ». « Sans labellisation, nous connaissons le fonctionnement des institutions rectorales et académiques : ce sera du coup par coup, sous la pression de tel ou tel lobby. Il n'y aura rien à long terme. Personne ne conteste la situation des quartiers identifiés. Ce n'est pas la labellisation REP ou REP+ qui crée un problème de mixité sociale. Cela fait belle lurette qu'il n'y en a plus. Il ne faut pas confondre l'effet et la cause. »

■ Audrey Minart



## Comment peut-on remettre en cause une politique avant son terme ?

Marc Douaire, président de l'Observatoire des zones prioritaires

« Ce rapport est le fruit d'un travail sérieux, mené pendant plusieurs mois. Il n'est pas du tout à charge contre l'éducation prioritaire et moins sévère que le précédent. Il est également réaliste sur ce qu'il se passe sur le terrain. Ce sont des points positifs, même s'il pointe bien que l'objectif de réduire les écarts scolaires n'est pas atteint. Cela dit, la Cour des comptes travaille essentiellement sur des données quantitatives. Donc tout ce qui a été fait pendant la refondation de 2013-2014, c'est-à-dire le référentiel structurant les projets de tous les réseaux, est hors champ. C'est un peu regrettable car il est au cœur de la dynamique qui a été mise en œuvre. Comment peut-on sérieusement être en mesure de remettre en cause une politique avant son terme, surtout dans l'éducation où l'on parle sur le temps long ? »

# Vos écoles contiennent-elles du radon ?



© antoine2k/AdobeStock

Le radon est un gaz naturel qui ne se détecte qu'avec des appareils appropriés. La réglementation s'est récemment renforcée, obligeant à une surveillance des lieux publics, dont les établissements scolaires, avant le 1<sup>er</sup> juillet 2020. Les traitements sont heureusement simples à mettre en œuvre.

**O**n ne le voit pas, on ne le sent pas, il est complètement impalpable et pourtant il porte atteinte à la santé humaine. Issu de la décomposition de certaines roches granitiques contenant de l'uranium, le radon émet des particules alpha et produit plusieurs substances radioactives solides appelées produits de filiation du radon. Ces produits de filiation réduits en fines particules se retrouvent ainsi en suspension dans l'air.

## Quels effets sur le corps humain ?

Chimiquement inerte, le radon ne réagit pas avec les tissus musculaires ou nerveux et bien qu'une partie se dissolve dans les différents liquides orga-

niques du corps, la concentration résultante est tellement faible que la dose de rayonnement produite par le radon lui-même est négligeable. Il n'en est pas de même des produits de filiation qui sont des particules solides et qui se fixent sur d'autres particules infimes (aérosols) contenues dans l'air intérieur des immeubles. Lorsqu'ils atteignent les poumons, une fraction variable d'entre eux s'y fixent et émettent des particules alpha mais aussi des particules bêta et des rayons gamma de faible intensité. Ces derniers pénètrent plus profondément dans les tissus pulmonaires. Toutefois, le volume important d'un poumon permet encore de relativiser leurs effets nocifs.

## Que dit la nouvelle réglementation ?

La réglementation s'est récemment renforcée obligeant à une surveillance des lieux publics par les propriétaires ou exploitants avant le 1<sup>er</sup> juillet 2020. Cette réglementation issue d'une directive européenne a aussi introduit de nouvelles obligations :

- la fixation d'un niveau de référence à 300 Bq\*/m<sup>3</sup> pour tout type de construction (habitat, établissements ouverts au public et lieux de travail) ;
- un encouragement au recensement des logements dépassant le niveau de référence et la détermination des zones où un nombre important de bâtiments devrait dépasser ce niveau ;
- la mise à disposition d'informations sur l'exposition au radon, les risques sanitaires associés, l'importance de la mesure et les moyens techniques permettant d'abaisser les concentrations ;
- la mise en place d'une nouvelle stratégie de gestion du risque radon en milieu de travail ;
- la prévention de l'entrée du radon dans les bâtiments neufs ;
- l'obligation de disposer d'un plan national d'actions pour faire face aux risques à long terme dus à l'exposition au radon.

## Où trouve-t-on du radon ?

Dans les régions comportant de forts gisements d'uranium, la teneur en radon est importante. Lorsque des bâtiments sont édifiés sur de tels sols, le risque d'émanation de radon est grand. Il va cheminer par les anfractuosités du sol ou par la remontée capillaire de l'eau jusqu'aux pieds des constructions et s'infiltrer ensuite à l'intérieur des bâtiments. Puis, stoppé par le reste de la construction, il va se concentrer si le local n'est pas ventilé. Sa durée de vie est heureusement relativement éphémère puisqu'il a une période radioactive de 3,8 jours. À ce terme, sa capacité de production de particules alpha est réduite de moitié et cette décroissance d'intensité s'observe encore dans des proportions identiques après une égale période. Au bout du compte, sans une souche de radium, le radon cesse très vite d'être dangereux et ses produits de filiation le sont encore moins que lui puisque leurs périodes s'étalent de 27 minutes à quelques fractions de seconde pour les plus courtes.

## Comment entre-t-il dans les bâtiments ?

Le plancher et les murs en béton des sous-sols ralentissent l'infiltration dans les bâtiments du radon contenu dans le sol. Cependant, les fissures dans le plancher, les jonctions dalles/murs, et les passages de tuyauterie sont autant de passages possibles. Pour toutes ces raisons, les teneurs en radon sont presque toujours plus élevées à l'intérieur des bâtiments qu'à l'extérieur. Économies d'énergie obligent, les bâtiments sont de plus en plus étanches. Pour cette raison, le radon qui parvient à y pénétrer reste piégé. Caves et sous-sols, situés plus près de la source sont

aussi les plus exposés. On y rencontre les concentrations les plus fortes. Paradoxalement, ils sont souvent les plus mal ventilés.

## Comment lutter ?

Vérifiez tout d'abord que l'établissement concerné figure dans une région à risque en consultant la carte des activités volumiques du radon (1). Si c'est le cas faites effectuer un examen visuel des parties basses des bâtiments et tout particulièrement des dalles en contact avec le sol ou sur vide sanitaire afin de relever, en vue de les traiter, tous les interstices permettant le passage du radon. Si les examens ont établi une présomption de présence du radon, il convient de faire procéder à des mesures de radioactivité. Plusieurs techniques existent pour mesurer les teneurs en radon :

- par échantillonnage simple d'air : les prélèvements sont effectués à des points définis puis analysés en laboratoire, leur rayonnement est mesuré. Cette méthode donne une teneur précise mais ponctuelle, or c'est une teneur moyenne qu'il est intéressant d'exploiter ;
- par échantillonnage sur charbons actifs : durant plusieurs jours, une pompe à air force le passage de l'air par un récipient contenant des charbons actifs qui absorbent le radon. La quantité de radon est mesurée en laboratoire. Cette technique est peu coûteuse et donne des résultats sur une teneur moyenne ;
- par mesure électronique : il existe sur le marché des appareils électroniques qui mesurent le niveau opérationnel. Ils fournissent des résultats instantanés qui sont plutôt appropriés aux contrôles après traitement ;
- par dosimètre à gravure de trace. Cette technique évalue la quantité de radon contenue dans l'air par les traces laissées par les particules alpha contenues par le radon sur un dosimètre. C'est l'interprétation de ces traces qui permet d'évaluer la teneur en radon.

## La ventilation des locaux ne doit pas créer de dépression

**Le traitement le plus classique du radon consiste en la ventilation des locaux mais cette action ne doit pas créer de dépression qui viendra perturber le fonctionnement d'une chaudière (sauf s'il s'agit d'une chaudière de type ventouse) ou d'une cheminée à foyer ouvert. Les gaz brûlés risqueraient dans ce cas de se répandre dans les pièces concernées avec tous les risques d'intoxication que cela comporte.**

■ Jean-Paul Stéphant,  
ingénieur en chef territorial

> (1) [goo.gl/DWxV8P](http://goo.gl/DWxV8P)



# Restauration: comment s'assurer qu'il s'agit bien d'une DSP?

La frontière entre marchés et DSP est aujourd'hui à peu près bien connue. Mais dans certains domaines, comme celui de la restauration scolaire, sécuriser qu'on est bien en DSP impose une minutieuse cuisine juridico-pratique. Un arrêt de la CA de Lyon vient de le confirmer.

## Une appréciation au cas par cas

La définition de la délégation de service public (DSP), est donnée par l'article L.1411-1 du code général des collectivités territoriales, selon lequel il s'agit d'un contrat de concession « conclu par écrit, par lequel une autorité délégante confie la gestion d'un service public à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix ». Il faut donc qu'il y ait transfert de risque lié à l'exploitation du service, ce qui s'apprécie au cas par cas (volumes garantis; prix; risques réels; marges usuelles...). Un des domaines les plus contraints de ce point de vue reste celui de la restauration scolaire (ou celui du périscolaire).

## DSP ou marché?

La CAA de Lyon vient de rendre à ce sujet un arrêt intéressant (1), au sein duquel la cour tance la commune de Fontaine. Le juge administratif y détaille le fonctionnement du service pour déterminer que la clientèle, captive, en dépit de petits risques transférés, et les modalités de financement (classiques) conduisaient à ce qu'il ne s'agisse pas d'une DSP, mais d'un banal marché public. Fort heureusement pour cette commune, le requérant n'a pas été indemnisé car il n'avait aucune chance, en l'espèce, d'emporter ce contrat.

## Conditions minimales

Reste l'apport de l'arrêt. Pour sécuriser qu'une convention est bien une DSP, il importe:

- que le niveau des prix de base soit le moins possible garanti. Pour les repas des adultes en cas de service assuré aussi en maisons de retraite et autres Ehpad, il est utile qu'existent plusieurs prix (selon le nombre de plats par exemple) pour induire un risque;
- que les repas ne soient pas payés en cas d'absence ou au minimum ne reposent pas sur des longues plages où les familles payent pour le mois entier même en cas d'absence de l'enfant par exemple... sauf que le mouvement en ce sens n'est pas du tout le sens dominant en termes de budget et de responsabilisation de l'usager;
- que les repas de substitution ou adaptés puissent être



commandés un peu à l'avance pour retrouver aussi un risque pour le gestionnaire délégué. Là encore, ce n'est pas le mouvement actuel...

- que les impayés soient à la charge du délégataire (c'est le grand minimum!).

Ces conditions s'avèrent tout à fait minimales... Bref, pas de repas à la cantine sans commencer par un avocat.

■ **Éric Landot,**

cabinet Landot & associés, avocats à la Cour

> (1) CAA de Lyon, 20 septembre 2018, n° 15LY04042.

## Un rebond des marchés publics?

**En raison de ces difficultés juridiques, nombre de communes reviennent vers des marchés publics, pourtant souvent moins adaptés que la DSP ou que la régie... Une solution consiste alors à limiter les carences du principe du marché public en insérant dans le marché de forts indicateurs de performance dans le calcul de la rémunération. Mais une telle solution ne s'avère pas non plus aisée. Et encore ces indicateurs doivent-ils être objectifs et être précédés par une solide phase contradictoire, ce qui est trop souvent occulté...**

## Est-il légal de supprimer les repas de substitution (sans porc) ?

Un service public peut évoluer ou, même, ne pas être maintenu s'il est facultatif. Mais pour l'instant, les maires qui s'y sont essayés dans le cas des suppressions de menus sans porc ont eu des annulations de leurs décisions. Dans certains cas, cela a pu résulter d'erreurs de procédures par la commune. Mais plus intéressante fut la saga juridique concernant l'annulation de la décision de la ville de Châlons-sur-Saône, qui s'était faite sur fond de communication politique. Le maire avait cru pouvoir fonder sa décision sur la laïcité et la neutralité, ce qui ne suffisait pas à fonder cette décision selon la cour administrative d'appel. On peut être neutre, laïc, et s'adapter aux choix religieux de divers concitoyens. Mais surtout, la CAA relève que c'est à tort que le TA en première instance avait annulé cette même décision en se fondant sur la convention de New York sur les droits de l'enfant de 1990. Car le requérant avait omis de brandir celle-ci dans sa requête. Toutefois, à l'avenir, ce même argument, relatif à cette convention des droits de l'enfant, pourrait faire mouche contre d'autres décisions à venir de suppression des menus de substitution. Car en vertu de ce texte, l'autorité doit prioritairement prendre en compte l'intérêt de l'enfant, sur toute autre préoccupation, ce qui encadre fort les actes communaux à venir en ce domaine.

> Source: CAA Lyon, 23 octobre 2018, n°s 17LY03323 et 17LY03328; TA, 28 août 2017, n°s 1502100 et 1502726; TA Nîmes, 9 octobre 2018, n°s 1800342, 1800350, 1801251 et 1801601. Voir aussi CE, Sect., 27 janvier 1961, Vannier, Lebon 60, concl. Kahn; voir aussi Tribunal des Conflits, 18 juin 2007, Préfet de l'Isère et Université Joseph-Fourier, req. n° C3627, AJDA 2007, p. 1832.

## Exclusion du service périscolaire: la situation de l'enfant doit être prise en compte

Un enfant handicapé de CM1 pique une grosse colère et frappe deux animatrices en temps périscolaire. Peut-il être sanctionné par une exclusion des services périscolaires? Le juge fait un contrôle de proportionnalité plutôt poussé et il tranche en fonction aussi de l'intérêt de l'enfant, comme le montre cette jurisprudence très claire et intéressante de la CAA de Nantes: le juge ne refuse naturellement pas une « sanction proportionnée » telle que prévue par le règlement intérieur de la commune. Mais la situation de l'enfant (handicap à 50 %; fragilité, besoin d'un AVS) et les circonstances de l'espèce (sentiment d'injustice car l'enfant avait été provoqué et le fait qu'il s'en trouve, lui, sanctionné, a déclenché une colère de cet enfant fragile) ont été prises en compte par le juge pour censurer cette décision au contraire de ce qu'avait fait, en première instance, le TA.

> Source: CAA de Nantes, 4<sup>e</sup> chambre, 5 octobre 2018, 17NT01107.



©Photo Treas/AdobeStock

## Transports scolaires: pas de responsabilité pénale de la commune sans que soit désigné l'agent communal ou l' élu communal à l'origine de la faute

Une commune est condamnée pénalement à la suite d'un accident de transport scolaire (une élève âgée de dix ans est victime d'un accident corporel alors qu'elle se trouvait debout à l'avant du véhicule, elle chute alors par la porte restée ouverte pour pallier un problème de climatisation!). Le conducteur et la commune, en tant que personne morale, sont tous deux condamnés en première instance et en appel. La Cour de cassation censure cet arrêt car il ne peut y avoir de condamnation pénale de la commune si dans l'arrêt ne sont pas identifiées les personnes physiques à l'origine du dommage (élus et/ou agents), même si ces personnes physiques ne sont pas condamnées en l'espèce.

> Source: Cass. crim., 6 novembre 2018, n° 17-86.417.

## Quelles sont les nouvelles normes en restauration scolaire aux termes de la loi Alimentation ?

En vertu de la loi du 30 octobre 2018, à l'échéance de 2022, devront être dans les assiettes 50 % de produits avec prise en compte des externalités environnementales, ou bio ou en transition vers le bio, ou avec divers labels ou certifications... (dont 20 % de bio ou en transition vers le bio en tout). À cette date, il faudra servir, « en valeur » (prix suppose-t-on), 50 % de produits répondant aux conditions suivantes:

- produits acquis selon des modalités prenant en compte les coûts imputés aux externalités environnementales liées au produit pendant son cycle de vie (dont le locavorisme donc);
- ou issus de l'agriculture biologique ou en conversion (cette sous-partie devant représenter en valeur 20 % du tout... et non 20 % de 50 % semble-t-il, mais la loi eût mérité d'être sur ce point mieux rédigée);
- ou bénéficiant de divers signes, mentions ou écolabels, longuement énumérés par la nouvelle loi.

S'y ajoutent quelques suppléments: une obligation floue de prendre en compte le commerce équitable; un volet information des usagers et de concertation; une expérimentation obligatoire d'au moins un repas végétarien hebdomadaire à titre expérimental pour une durée de deux ans, dans des conditions qui restent encore à définir précisément.

> Source loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous.

# La « préoccupation partagée » aide à lutter contre le harcèlement scolaire

Les professionnels de l'enfance sont souvent démunis pour résoudre les situations concrètes de harcèlement. La méthode Pikas, plus connue sous le nom de la méthode de la préoccupation partagée, peut être utilisée avec des élèves à partir de 7 ou 8 ans.

Il est maintenant communément admis que le harcèlement est présent sous des formes variées dans tous les établissements scolaires. Il peut être parfois difficile à déceler. C'est pourquoi « Le protocole de traitement des situations de harcèlement dans les écoles » élaboré et diffusé par le ministère de l'Éducation nationale en 2015 propose une grille pour aider les adultes - enseignants, personnel en charge des temps périscolaires, autres professionnels, parents - à mieux identifier les situations de harcèlement, à mieux les caractériser (cf. encadré).

## Intimidation plutôt que harcèlement

Pour résoudre les situations concrètes de harcèlement, il existe des méthodes efficaces qui ont été développées à l'étranger depuis plus de trente ans. La méthode d'Anatol Pikas, psychologue suédois est l'une d'elles. Elle est présentée dans le dernier ouvrage de Jean-Pierre Bellon, professeur de philosophie, et Bertrand Gardette, conseiller d'éducation en lycée, ouvrage intitulé « Pour en finir avec le harcèlement scolaire ». Ces deux auteurs estiment que le terme « harcèlement » n'est pas bien choisi pour au moins deux raisons. D'abord, il peut recouvrir des réalités très différentes : il peut être familial, sexuel, scolaire, « cyber », de rue, etc. Mais aussi, il confond des phénomènes de groupe entre enfants, entre adolescents avec des situations de violence entre adultes. Aussi, ils préfèrent utiliser le terme d'intimidation qui implique à la fois une disproportion de forces (souvent un groupe face à une seule personne) et une incapacité à se défendre de la part du jeune en situation de « victime ».

## Approche non blâmante

La méthode Pikas, plus connue sous le nom de la Méthode de la préoccupation partagée, peut être utilisée avec des élèves à partir de 7 ou 8 ans. C'est une approche dite non blâmante basée sur une série d'entretiens, où les intimidateurs ne sont pas punis ou culpabilisés. Étant donné que par nature l'intimidation repose sur un phénomène de groupe, les entretiens sont individuels, cela permet de défaire l'unité du groupe « en ré-individualisant chacun de ses membres ». Adoptant une attitude

d'empathie, l'intervenant montre sa préoccupation pour la situation de l'élève cible de l'intimidation et tente de la faire partager par les intimidateurs. Ceux-ci sont invités à « rechercher eux-mêmes ce qu'ils pourraient faire pour que la victime se sente mieux ». Ils peuvent ainsi « devenir les acteurs de la résolution du problème qu'ils ont créé » et se retrouver placés en position de réparer ce qu'ils ont fait subir à la cible. L'intervenant aussi obstiné que bienveillant doit poursuivre les entretiens jusqu'à ce que les intimidateurs aient trouvé une solution et que l'intimidation ait pris fin. D'après plusieurs évaluations, cette méthode a un taux de réussite d'au moins 75 %. Toutefois, il faut avoir été formé avant de l'utiliser.

■ Pascal Jean, psychologue scolaire

## Savoir détecter les signaux faibles

La grille proposée dans le protocole de traitement recense un certain nombre de « signaux faibles » que l'on peut retrouver dans les situations de harcèlement mais pas exclusivement. Voici quelques exemples d'items sur les 70 de la grille : « élève qui se fait voler son goûter », « enfermé par d'autres dans les sanitaires », « victime de jets de nourriture », « les autres élèves se lèvent ou changent de place quand il/elle s'installe près d'eux », « peur de faire le trajet tout seul », « refus d'aller à l'école », « élève moqué ou insulté », élève choisi en dernier pour les activités de groupe », « perte d'appétit », « repli sur soi », « baisse des résultats scolaires », etc. Après avoir noté le nombre d'enfants auteurs, la grille permet aux membres de l'équipe éducative d'objectiver la situation et de l'analyser.

## Bibliographie

- Pour en finir avec le harcèlement scolaire, B. Gardette, J.-P. Bellon, Essai ESF, février 2018.
- [www.preoccupationpartagee.org/](http://www.preoccupationpartagee.org/)
- [www.nonauharcèlement.education.gouv.fr/](http://www.nonauharcèlement.education.gouv.fr/)



## L'Écosse va intégrer les luttes LGBT dans ses programmes

Les associations LGBT+ écossaises, via l'organisation Time for inclusive education (TIE) qui lutte contre l'homophobie et la transphobie à l'école, ont obtenu que leur pays intègre l'histoire des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes dans les programmes scolaires. Les écoles devront également sensibiliser les professeurs et enregistrer les cas de harcèlement homophobe ou transphobe. Dans le cadre d'une étude réalisée par LGBT Youth Scotland, neuf Écossais LGBT+ sur dix ont déclaré avoir expérimenté l'homophobie à l'école, et 27 % avoir fait une tentative de suicide après avoir été harcelés. L'Écosse est régulièrement présentée comme l'un des pays les plus protecteurs pour les LGBT+, malgré sa dépénalisation très tardive de l'homosexualité, en 1980, 13 ans après l'Angleterre et le Pays de Galles. (The Guardian)

## La Belgique ne met pas communisme et fascisme sur le même plan

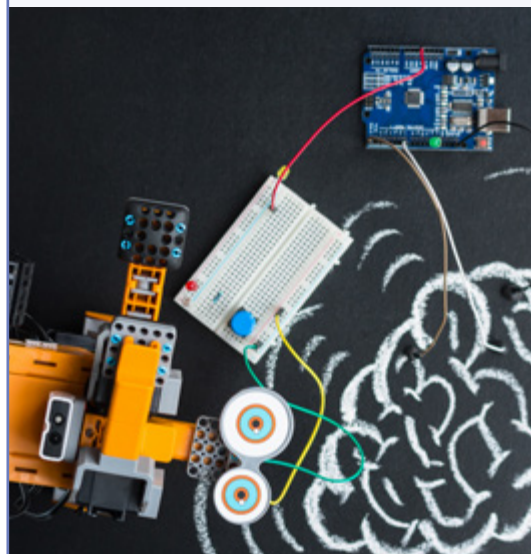
La majorité Parti Socialiste-Centre démocrate humaniste (PS-CdH) en Fédération Wallonie-Bruxelles a rejeté une proposition de l'opposition Mouvement réformateur (MR) qui demandait que les programmes scolaires informent davantage les jeunes sur les crimes et exactions commis par les régimes communistes. Tout comme c'est déjà le cas pour ceux des régimes d'extrême-droite, a défendu le député réformateur Fabian Culot. Christie Morales (PS) a déclaré qu'il convenait de faire confiance aux enseignants. Se sentant visé, Frédéric Gillot (Parti du Travail de Belgique) a jugé l'initiative scandaleuse, mettant fascisme et communisme sur un même pied, et laissant à penser que « les enseignants ne font pas aujourd'hui leur travail de manière professionnelle et objective ». (Métro Belgique)

## Le Cameroun veut aider les élèves à s'engager contre le changement climatique

La « Green School initiative » est une opération qui a pour objectif d'amener élèves et étudiants à s'engager dans la lutte contre la désertification et les changements climatiques, via l'apprentissage des techniques de reboisement et de conservation des arbres. La phase pilote du programme est financée par l'État d'Israël et le Shalom Club Cameroun, et concerne actuellement une trentaine d'écoles secondaires de Yaoundé.

## Afrique du Sud : des clubs de code informatique pour les écoliers des townships

Le ministère sud-africain de l'Éducation a annoncé en septembre qu'il soutiendrait les clubs de codage informatique, qui forme les jeunes des townships. Créés et animés gratuitement par des ONG telles ORT-SA, CodeJika ou We Think Code, ces clubs sont également populaires au Kenya ou au Botswana. Pour Chamu Mawire, l'un des responsables d'ORT-SA, ces étudiants travailleront plus tard dans les domaines du développement ou de la maintenance de logiciels, ou encore de la réparation des gadgets et robots. S'entraîner au codage dès l'enfance ou l'adolescence peut aider en particulier à développer les perspectives des filles, relève-t-il, alors qu'elles sont plus vulnérables, exposées à l'exclusion et à l'analphabétisme, et souvent dépendantes des hommes à l'âge adulte. (Le Monde)



© Aleskay/AdobeStock



## Bulletin d'abonnement

À retourner à : Territorial - 58 cours Becquart-Castelbon - CS 40215 - 38516 Voiron Cedex - Tél. : 04 76 65 93 78 - Fax : 04 76 05 01 63

Abonnez-vous sur  
[www.territorial.fr](http://www.territorial.fr)

☐ **OUI, je souhaite m'abonner à Acteurs de la vie scolaire pour une durée d'1 an (10 numéros) et profiter d'un accès illimité aux articles archivés en ligne au tarif de 129 euros TTC/an.**

Participation aux frais d'expédition en sus pour les DOM-TOM et l'étranger : 10 € par an

Nom : ..... Prénom : .....  
Collectivité : ..... Fonction : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Tél. (obligatoire) : ..... E-mail : .....

Règlement par chèque bancaire à la commande ou mandat administratif  
à réception de la facture à l'ordre de Territorial SAS  
RIB : CIC Crédit Industriel et Commercial • Code banque : 30066 • Code guichet : 10949 • N° compte : 00020062001 • Clé RIB : 26  
IBAN : FR76 3006 6109 4900 0200 6200 126 • BIC (Bank Identifier Code) : CMCIFRPP • N° SIRET : 404 926 958 00020 • Code APE : 5813Z

Date, cachet, signature



# Qui pour surveiller la natation scolaire ?

L'obligation de surveillance des activités d'enseignement de la natation est rappelée par la circulaire n° 2017-127 du 22 août 2017. Des difficultés sont apparues dans l'interprétation des textes.

**S**elon la circulaire, qui se substitue aux circulaires antérieures sans en modifier fondamentalement le sens et les objectifs, la surveillance de la natation scolaire est assurée, dans des conditions prévues par le plan d'organisation de la surveillance et des secours (POSS) (1) par du personnel titulaire d'un des diplômes conférant le titre de maître-nageur sauveteur (MNS) ou, par dérogation par le préfet pour une durée limitée, par du personnel titulaire du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA). Une des difficultés vient du fait que, selon cette circulaire, les titulaires du BNSSA devraient bénéficier d'une dérogation du préfet pour une durée limitée, ce qui limite les recrutements de ce type de personnel dans la durée, en période de pénurie endémique de titulaires du titre de maître-nageur sauveteur.

## Dérogation ou agrément ?

Cette dernière contrainte, la dérogation, mérite d'être étudiée avec soin et relativisée au regard des dernières modifications du code de l'éducation introduites par le

décret n° 2017-766 relatif à l'agrément des intervenants extérieurs apportant leur concours aux activités physiques et sportives dans les écoles maternelles et élémentaires publiques (2). En effet, le code de l'éducation, dans son article D.312-1-2-1, reconnaît le BNSSA comme une certification autorisant l'agrément de droit pour apporter son concours aux activités d'enseignement de la natation scolaire, sans aucun autre besoin d'autorisation pour la surveillance. Le titulaire du BNSSA, pouvant désormais être titulaire d'une carte professionnelle, est dispensé, de ce fait, du dépôt préalable de demande d'agrément.

## MNS et BNSSA

En conformité avec les textes réglementaires existants - code du sport pour le POSS, code de l'éducation pour les personnels intervenants -, un gestionnaire d'établissement de bains peut établir son POSS pour les activités d'enseignement de la natation en école primaire, en utilisant aussi bien des personnels détenant le titre de MNS que des agents titulaires du BNSSA, sans autre condition administrative que l'agrément du directeur académique des services départementaux de l'éducation pour ces derniers.

## Prendre en compte la réalité des enfants débutants

Toutefois, il est conseillé d'appliquer les règles empiriques d'action établies et suivies, le plus souvent, par les professionnels de la natation, en associant, lors de la surveillance des séances scolaires, un diplômé BNSSA et un titulaire du titre de MNS, ce dernier disposant de compétences propres, acquises en formation, lui permettant de mieux déceler, chez les enfants, les signes d'une défaillance prochaine. Le public des scolaires étant celui qui suscite, dans l'opinion publique, la plus importante exigence en matière de sécurité, les dispositions arrêtées dans le POSS sont de nature à satisfaire les exigences propres aux autres publics.

■ Yves Touchard

yves.touchard@orange.fr

## Carte professionnelle : pour la surveillance pas pour l'enseignement

La possession d'une carte professionnelle n'autorise pas pour autant le titulaire d'un BNSSA à enseigner à titre professionnel, sa certification ne lui conférant pas les prérogatives d'intervention pédagogique au titre de l'article L.212-1 du code du sport. Toutefois, comme le rappelle la ministre des Sports dans sa réponse à une question écrite d'un sénateur, le titulaire d'un BNSSA est agréé pour la surveillance des activités de natation scolaire (3).

> (1) L'article D.322-16 du code du sport prévoit par ailleurs un POSS ; celui-ci fixe, en fonction de la configuration de l'établissement, le nombre de personnes chargées de garantir la surveillance, la fréquentation maximale instantanée (FMI).

> (2) Décret n° 2017-766 du 4 mai 2017 relatif à l'agrément des intervenants extérieurs apportant leur concours aux activités physiques et sportives dans les écoles maternelles et élémentaires publiques, JO du 6 mai 2017.

> (3) Réponse à la question écrite n° 02176 de Michel Dagbert, sénateur du Pas-de-Calais, le ministère des Sports au JO Sénat du 14 décembre 2017.

# Agir contre les inégalités passe par l'éducation

Associations mode d'emploi s'associe avec la Fonda pour explorer comment les associations répondent aux objectifs de développement durable (ODD). Pour l'ODD n° 4, une « éducation de qualité », elles tissent des alliances avec le monde de l'éducation et des entreprises.

**S**elon les termes de l'ONU, « obtenir une éducation de qualité est le fondement pour améliorer la vie des gens et le développement durable ». L'éducation offre aux individus les ressources et capacités pour être acteurs de leur parcours et constitue un levier d'insertion. Elle joue donc un rôle clé dans la lutte contre la pauvreté et dans la réduction des inégalités dans le même temps qu'elle établit les bases d'une société stable et pacifiée.

## Inégalités persistantes

Notre système éducatif n'est cependant pas à l'abri des inégalités. Les enquêtes PISA menées par l'OCDE rappellent ainsi que le système scolaire français reproduit les inégalités sociales, avec des différences de résultat marquées selon les milieux sociaux d'origine. En outre, on dénombre chaque année 100 000 décrocheurs, sortant du système scolaire sans diplômes, constituant une population qui pour une large partie concentrera des difficultés d'accès à l'emploi et sera davantage en proie à la précarité. Ces inégalités scolaires ne sont en outre pas compensées par l'accès à la formation continue, qui tend à les reproduire à son tour. Selon l'Insee, en 2012, 60 % des personnes en emploi y ont eu accès contre 40 % des chômeurs. Garantir l'accès de tous à l'éducation tout au long de la vie constitue donc un enjeu central, tant il conditionne l'atteinte d'autres objectifs.

## Lutte contre le décrochage

Les associations investissent ces questions en développant des liens avec d'autres acteurs.

L'Alliance pour l'éducation ([www.alliance-education.fr](http://www.alliance-education.fr)) - créée à l'origine par sept entreprises et fédérant aujourd'hui neuf entreprises ou fondations, neuf associations et 84 professeurs - rassemble ainsi entreprises, collègues et associations, pour bâtir et porter des programmes de lutte contre le décrochage scolaire, en s'appuyant sur l'expertise de chacun pour offrir un parcours adapté aux élèves, pour leur faire reprendre confiance en eux et leur permettre de décider de leur orientation.

## Accompagnement à la scolarité

Depuis 2005, l'Institut Télémaque ([www.institut-telemaque.org](http://www.institut-telemaque.org)) est une association qui propose un programme de parrainage, de la 5e à la Terminale, avec un référent pédagogique et un référent du monde de l'entreprise. L'accompagnement proposé, portant sur la scolarité, la confiance en soi, l'ouverture socioculturelle et la découverte du monde professionnel permet de lutter contre le déterminisme et relance l'ascenseur social. L'association Le Choix de l'École entend lutter contre les inégalités scolaires en revalorisant le métier d'enseignant ([www.lechoixdelecole.org](http://www.lechoixdelecole.org)). Elle permet à de jeunes diplômés qui le souhaitent d'aller enseigner dans des zones prioritaires pendant deux ans, en les accompagnant dans cette démarche.

■ Bastien Engelbach,  
Fonda

### En savoir plus

> La fiche ODD éducation sur le site de la Fonda: [bit.ly/2Mex9UX](http://bit.ly/2Mex9UX)

## Des pratiques qui se transforment

Avec l'éducation populaire, le monde associatif a toujours été soucieux d'inventer de nouveaux modèles pédagogiques reposant davantage sur la confiance et l'autonomie. Le récent rapport « Pour une société apprenante » ([bit.ly/2xqpoJS](http://bit.ly/2xqpoJS)) s'inscrit dans la continuité de ces principes, en rappelant que « dans une société apprenante, chaque individu doit pouvoir à son niveau construire et partager ses connaissances et découvertes avec les autres, documenter ses apprentissages, disposer des ressources, des lieux et des accompagnements nécessaires pour progresser mais aussi pour permettre à d'autres de s'en inspirer et d'améliorer leurs pratiques ». De fait, de nouvelles formes pédagogiques apparaissent, encouragées notamment par le numérique, fondées sur les logiques de classe inversée, des approches participatives et des dynamiques d'échanges de savoirs ainsi que de constitution de communautés apprenantes.



# Guide pratique pour une restauration collective bio et locale

Par **Delphine Ducœurjoly**, ingénieur-conseil filières agricoles durables et circuits alimentaires de proximité et **Célia Dupetit**, ingénieur conseil et communication pour le développement d'une agriculture durable.



Ce guide pratique propose outils méthodologiques et solutions opérationnelles pour faciliter le passage au bio des services de restauration : maîtrise des coûts, gestion des approvisionnements, développement des filières bio locales, rédaction des marchés publics, sensibilisation des convives et formation des personnels. Son approche pragmatique inspirée des nombreux projets menés par les auteurs permettra aux collectivités d'atteindre sereinement l'objectif des 20 % de bio inscrit dans la nouvelle loi « Alimentation » et même d'aller au-delà, tout en privilégiant les filières locales d'approvisionnement.



**Un outil d'aide à la décision qui permettra aux collectivités de bâtir des projets de restauration collective bio cohérents avec les autres démarches de développement durable de leur territoire**



## Réf. DE 648

Parution novembre 2018  
 • Version papier : 70 € TTC  
 • Version numérique (PDF) : 50 € TTC (à commander sur [www.lagazetteboutique.fr](http://www.lagazetteboutique.fr))  
 TVA en vigueur



## Nos engagements

- Envoi en colissimo suivi
- Commande expédiée sous 48 h
- Paiement en ligne sécurisé
- Possibilités de paiement :  
 - réservé aux administrations et collectivités : mandat administratif  
 - pour les particuliers : carte bancaire, chèque...



## Commande

- Courrier : Territorial Editions CS 40215 38516 Voiron Cedex
- Fax : 04 76 05 01 63
- Email : [vpc@territorial.fr](mailto:vpc@territorial.fr)
- Web : [www.lagazetteboutique.fr](http://www.lagazetteboutique.fr)



## Contact

- Tél. : 04 76 65 87 17 (du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30)
- SAV : service-client-editions@territorial.fr
- Rejoignez-nous sur [facebook.com/territorial.editions](https://facebook.com/territorial.editions)

